



Extrait du Presse-toi à gauche !

<http://www.pressegauche.org/Declaration-sur-l-ingerence-des-Etats-Unis-au-Venezuela>

Déclaration sur l'ingérence des États-Unis au Venezuela

- International - Amérique latine -

Date de mise en ligne : lundi 15 mai 2017

Copyright © Presse-toi à gauche ! - Tous droits réservés

Nous, des intellectuels et des militants sociaux, réunis à Montréal le 11 mai 2017, déclarons ce qui suit :

1) Nous nous opposons à l'ingérence des États-Unis dans les affaires intérieures du Venezuela. La vague actuelle d'interférences poursuit l'intervention engagée sous la présidence Obama. Par exemple, au cours de son mandat, l'administration Obama a refusé de reconnaître la victoire du président Nicolás Maduro lors des élections présidentielles de 2013, encourageant l'opposition à déclencher une spirale de violences au début de 2014. Obama a également signé le décret déclarant que le Venezuela représentait une menace pour la sécurité des États-Unis. Nous dénonçons le dernier projet de loi bipartite, démocrate-républicain, déposée au Congrès au début de mai 2017, en vue d'autoriser le décaissement de plus de 10 millions \$ pour la promotion de la démocratie au Venezuela. Par conséquent, nous constatons que l'interventionnisme états-unien est bipartite et constitue la menace la plus importante à la souveraineté, à la paix et au progrès social, non seulement en Amérique latine, mais aussi dans le monde. La situation au Venezuela montre encore une fois qu'on ne peut entretenir des illusions sur le caractère fondamentalement interventionniste de la politique états-unienne.

2) Nous rejetons la position du gouvernement du Canada auprès de l'OEA de se joindre aux États-Unis et à certains gouvernements de droite en Amérique latine afin de promouvoir davantage cette interférence. La position honteuse adoptée par Ottawa ne prend pas en compte les sentiments de tous ces Canadiens qui jugent avec méfiance le rôle que jouent les États-Unis en Amérique latine et dans les Caraïbes. Le premier ministre Justin Trudeau n'a pas tenu compte des faits connus des observateurs bien informés de la situation vénézuélienne, mais s'est fondé sur la version officielle des États-Unis. Par conséquent, nous demandons au gouvernement Trudeau de changer sa position et de ne pas soutenir l'ingérence des États-Unis.

3) Nous nous opposons à l'ingérence flagrante du Secrétaire général de l'OÉA, Luis Almagro, dans les affaires intérieures du Venezuela, et nous déclarons que l'OÉA a toujours été un instrument de la politique étrangère des États-Unis en Amérique latine. Ce rôle ne peut être changé.

4) Nous soutenons la décision du Venezuela de se retirer de l'OÉA. Elle apporte une bouffée d'air frais dans la région. Nous croyons qu'aucun pays qui aspire à se faire respecter dans la région ne devrait demeurer dans l'OÉA dominée par les États-Unis et par le Canada, dont les élites défendent des intérêts contraires à ceux des peuples vivant au sud du Rio Grande.

5) Nous sommes encouragés par le soutien international exprimé par de nombreux pays de la région à l'occasion des récentes manifestations du 1er mai. Nous soulignons la déclaration du président bolivien Evo Morales qui a dit : « l'agression de ce moment, le coup d'État au Venezuela, est aussi un coup d'État en Bolivie et dans tous les États d'Amérique ».

6) Nous nous opposons à la violence perpétrée par les secteurs les plus extrémistes de l'opposition, financée en grande partie par les États-Unis. Les reportages et vidéos réalisés sur place indiquent qu'elle est le fait de voyous fascistes et n'est d'aucune manière le fait d'une opposition politique légitime. Son seul but est de fournir un prétexte à l'ingérence politique et militaire états-unienne comme cela s'est produit à d'autres occasions dans la région. Ceux qui sont actuellement en prison et que les États-Unis et leurs alliés présentent comme le « visage de l'opposition » ont été jugés et condamnés pour des crimes qui ont causé des dizaines de morts, des centaines de blessés et des dommages économiques incalculables. Cette violence se produit dans un pays qui tente actuellement de résoudre les problèmes économiques et sociaux exacerbés par la guerre économique menée par les États-Unis et leurs alliés

Déclaration sur l'ingérence des États-Unis au Venezuela

au Venezuela. Il ne peut y avoir d'impunité ou d'amnistie pour ceux qui ont déjà été jugés et condamnés et pour ceux qui empruntent la même voie. Aucun observateur sérieux ne peut les considérer comme des prisonniers politiques parce qu'ils ne sont pas emprisonnés pour leurs opinions politiques, mais plutôt pour leurs activités de subversion violente au profit des États-Unis et l'oligarchie vénézuélienne.

7) Nous appuyons la décision courageuse du gouvernement Maduro, annoncée le 1er mai 2017, de convoquer une Assemblée nationale constituante. Cette démarche est conforme à la Constitution vénézuélienne dont l'article 5 prévoit que la souveraineté incessible réside dans le peuple, qui l'exerce directement de la manière prévue par la présente Constitution et la loi, et indirectement, par le suffrage, à travers les organes qui exercent la puissance publique. C'est un des instruments qu'avait prévus Hugo Chávez pour des circonstances exceptionnelles, comme c'est le cas dans l'impasse politique actuelle. Le peuple du Venezuela est le dépositaire du pouvoir constituant originel. Dans l'exercice de ce pouvoir, il peut convoquer une Assemblée nationale constituante afin de transformer l'État, créer une nouvelle loi et rédiger une nouvelle constitution. Et l'article 348 stipule que l'initiative de convoquer l'Assemblée nationale constituante peut être prise par le Président de la République en Conseil des ministres. Le peuple est appelé à décider par un vote direct et secret de l'élection des 500 membres de l'Assemblée. Contrairement à ce que prétendent l'opposition et les médias, cette démarche ne constitue pas un « coup d'État ». L'objectif de cette convocation est de rétablir la paix sociale et d'éviter plus de violence. C'est un moyen institutionnel de débloquer l'impasse découlant des limites de la démocratie libérale représentative en créant les bases d'une démocratie où le peuple sera le véritable protagoniste. Il faut laisser le peuple décider de l'avenir de la Révolution bolivarienne qui a marqué le début d'une nouvelle ère avec toutes ses conquêtes sociales, économiques, politiques et culturelles. Est aussi en jeu l'héritage d'Hugo Chávez comme architecte de la nouvelle Amérique latine et sa contribution à un monde multipolaire en lieu et place de l'hégémonie des États-Unis.

8) Enfin, nous demandons à tous les secteurs de la société canadienne, depuis le gouvernement Trudeau jusqu'aux citoyens, de s'informer sur la situation au Venezuela en recourant à d'autres sources que les médias dominants, tels les reportages et articles mis en ligne par Telesur (en espagnol ou en anglais).

9) Nous dénonçons en dernier lieu l'opération de placardage d'affiches sur la vitrine du Centre culturel Simón Bolívar. Ces affiches apparues le 11 mai imputent au gouvernement bolivarien des décès pour lesquels on n'a pas démontré sa responsabilité. Des opposants cherchent à intimider le personnel du CCSB. Ces actions qui ne relèvent pas de la liberté d'expression ne doivent pas avoir cours ici ou ailleurs.